

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHRYSO FRANCE SAS (ex CHRYSO FRANCE)

7 rue de l'Europe
ZI
45300 Sermaises

Références : VAT20260114
Code AIOT : 0010000973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement CHRYSO FRANCE SAS (ex CHRYSO FRANCE) implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. L'inspection a été annoncée le 24/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRYSO FRANCE SAS (ex CHRYSO FRANCE)
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Fabrication d'adjuvants pour des matériaux de construction (bétons, ciments et plâtres).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	5 mois
11	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	5 mois
13	Modalités de suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
16	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
17	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	60 jours
18	INCIDENTS OU ACCIDENTS - Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
19	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES - PRINCIPES DIRECTEURS	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
4	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
12	Recensement des MMRI soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
14	Modalités de suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
15	PFAS - opposabilité des campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Le site CHRYSO de Sermaises ne possède pas de réservoir de stockage de liquide inflammable pouvant être concerné par cette prescription. Par conséquent, il n'est pas soumis à l'AM du 03/10/2010. Constat du 09/04/2026 : Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application
Prescription contrôlée : « Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
Constats : L'établissement de Sermaises est soumis à autorisation avec le statut Seveso Seuil Bas. Par conséquent, il est bien soumis à l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'arrêté s'applique à tout le site, en particulier, la section 1 consacrée aux dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.

L'exploitant connaît cette réglementation.

Le premier recensement PMII (Plan de Modernisation des Installations Industrielles) a été réalisé en interne, par l'ingénieur Sécurité Industrielle, en 2023, au moment du démarrage de l'unité CAPPABEAUCE. Il a ensuite été généralisé, avec l'appui de Bureau Véritas. Il est régulièrement mis à jour, la dernière version transmise à l'inspection date de mars 2026, avec l'ajout des 2 MMRI soumises au PMII.

La méthodologie utilisée pour faire le recensement des réservoirs, des capacités et des tuyauteries soumis au PMII a consisté à croiser l'ensemble des caractéristiques des équipements présents sur le site, avec les mentions de dangers des produits présents dans ces mêmes équipements.

A la date de la visite : 1 réservoir et son massif, une cuvette de rétention et 2 Mesures de Maîtrises des Risques Instrumentées (MMRI) sont soumises au PMII.

Constat du 8/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Par courriel du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des réservoirs soumis au PMII.

Il a bien croisé la liste de l'ensemble de ses réservoirs avec les produits qu'ils contiennent et les mentions de dangers associées à ces produits.

Un seul réservoir est soumis au Plan de Modernisation des Installations Industrielles : le réservoir TZH05, d'un volume de 45 m³ stockant de l'acide acrylique, avec la mention de danger de H400 (Très toxique pour les organismes aquatiques).

Les autres produits disposant des mentions de dangers susceptibles d'entraîner une soumission au PMII sont stockés dans des réservoirs dont les volumes sont inférieurs aux seuils.

Constat du 8/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – dossier 04/10

Prescription contrôlée :

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

Par courriel en date du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le dossier de suivi et le plan d'inspection du réservoir soumis au PMII.

Le dossier de suivi individuel de l'équipement a été réalisé par Bureau Veritas le 10/07/2025. Dans sa conception, ce dossier est complet, il comprend :

- l'état initial (fiche descriptive et caractéristiques techniques) ;
- la fiche de vie ;
- le programme d'inspection ;
- les modes de dégradation possibles ;
- le plan d'inspection.

Le réservoir est de conception récente (2022), il a été mis en service en 2023.

Dans le dossier de suivi présenté, quelques caractéristiques du réservoir étaient manquantes. Suite au signalement de ces manquements lors de l'inspection, l'exploitant a été en capacité de présenter le plan détaillé de construction de l'équipement, qui a permis de combler ces manquements (matériau de construction, hauteur et diamètre du réservoir, épaisseurs d'origine des différents éléments du réservoir).

La plan a été intégré au dossier de suivi et à l'état initial du réservoir.

Constat du 8/04/2026 :
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs – programme inspection 04/11

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

Pour réaliser son programme et son plan d'inspection, l'exploitant s'est référé au DT 94 qui est le guide reconnu par le ministère.

Le programme d'inspection prévoit bien :

- une visite de routine annuelle,
- une inspection externe en exploitation, tous les 5 ans.

Ces visites sont programmées pendant l'arrêt technique annuel.

Il n'est pas prévu d'inspection hors exploitation détaillée, car le réservoir a un volume de 45m³ inférieur au seuil de 100m³ rendant cette visite obligatoire.

Suite à la mise en service en 2023, la première visite de 2024 n'a pas été réalisée et seule une visite de routine a été effectuée le 10 juin 2025, par Bureau Véritas.

Le rapport de cette visite de routine, identifié N°26702340/3/1, fait état de 2 constats :

- le premier d'une criticité mineure : présence de plusieurs vis des tôles calorifuges oxydées (proche du piquage de vidange) ;
- le second d'une criticité majeure : absence de plusieurs boulons sur le piquage inférieur.

A la réception du rapport, les actions correctives ont été réalisées par le service maintenance du site :

- en juin 2025 : les boulons manquants ont été mis en place afin de lever le constat de criticité majeure ;
- en octobre 2025 : les vis oxydées ont été remplacées, levant ainsi le constat de criticité mineure.

Le suivi des visites périodiques est réalisé à l'aide d'un tableau Excel regroupant l'ensemble des visites réglementaires obligatoires sur le site.

Pour les visites de routine du réservoir, la prochaine visite est prévue pour juin 2026.

Pour la visite externe détaillée quinquennale, la date de rappel pour passer commande est fixée au 31/12/2026, pour une visite prévue en juin 2027.

Il n'y a pas de rappel automatique programmé. Un agent du service HSE est dédié au contrôle réglementaire quotidien, il assure le suivi du tableau des visites réglementaires obligatoires afin d'anticiper la passation des commandes et la programmation des contrôles avant les dates d'échéance.

Sur le terrain, l'inspection a demandé à voir le réservoir d'acide acrylique et à vérifier la réalisation des travaux précités. Elle a constaté la mise en place des boulons manquants et le remplacement des vis identifiées comme oxydées lors de la visite de routine.

Constat du 8/04/2026 :

Ecart. Absence de respect de la périodicité définie pour les visites de routine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a transmis la liste des équipements soumis au PMII. Dans cette liste, il est précisé qu'il n'y a aucune capacité, ni tuyauterie sur le site de SERMAISES qui est soumise au PMII.</p> <p>Ces données sont cohérentes avec celles issues de l'EDD (Étude de dangers) de 2022 établie par l'exploitant.</p>

Constat du 8/04/2026 :
Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. (...)

Constats :

L'établissement de SERMAISES ne possède pas de capacité, ni de tuyauterie soumise au PMII, par conséquent, il n'y a pas d'état initial, ni de dossier de suivi à mettre en place pour ce type d'équipement.

Constat du 8/04/2026 :
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

L'établissement de SERMAISES ne possède pas de capacité, ni de tuyauterie soumise au PMII, par conséquent, il n'y a pas de programme et de plan d'inspection à mettre en place pour ce type d'équipement.

Constat du 8/04/2026 :
Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Par courriel du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a transmis la liste des équipements soumis au PMII.

Dans cette liste, il est précisé que :

- la cuvette de rétention TZH05 associée au réservoir de 45 m³ d'acide acrylique est soumise au PMII ;
- le massif TZH05, associée au réservoir de 45 m³ d'acide acrylique est soumis au PMII.

Ces données sont cohérentes avec celles issues de l'EDD (Étude de dangers) de 2022 établie par l'exploitant.

Il n'y a pas de structure supportant des tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Sur le terrain, l'inspection est allé voir ces équipements. Le réservoir d'acide acrylique, est un réservoir sur pied, il ne dispose pas de massif associé, il est disposé dans sa rétention. L'exploitant précise à l'inspection que, dans son recensement des équipements PMII, il a identifié la rétention comme soumise au PMII et a considéré que, cette dernière supportant le réservoir sur pied, était aussi identifiée comme massif du réservoir.

Constat du 8/04/2026 : Absence d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. (...)
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le dossier de suivi et l'état initial des ouvrages associés au réservoir de 45 m ³ d'acide acrylique qu'il avait identifiés comme soumis au PMII : - la cuvette de rétention TZH05 ; - le massif TZH05. L'exploitant ne dispose pas d'un dossier de suivi de ces deux équipements. Il a prévu de faire réaliser les dossiers de suivi, constitués de l'état initial, des plans et programmes d'inspection, des rapports de visites, par Bureau Véritas, en juin 2026, en même temps que la réalisation de la visite de routine du réservoir d'acide acrylique. Constat du 8/04/2026 : Ecart. L'exploitant ne dispose pas de l'état initial et du dossier de suivi des deux ouvrages de génie civil qu'il a identifiés comme soumis au PMII.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place l'action corrective associée à ce constat. Il transmettra à l'inspection l'état initial et le dossier de suivi de ses équipements dès leur réalisation, dans un délais maximum de 5 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 11 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 08/04/2026 : Ecart. L'exploitant ne dispose pas du plan et du programme de surveillance des 2 ouvrages de génie civil qu'il a identifiés comme soumis au PMII : la cuvette de rétention TZH05 et le massif TZH05, associés au réservoir de 45 m³ d'acide acrylique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place l'action corrective associée à ce constat. Il transmettra à l'inspection les programmes et plans d'inspection et le rapport de la 1ère visite de contrôle de ses équipements dès leur réalisation, dans un délais maximum de 5 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 12 : Recensement des MMRI soumises au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des risques instrumentées – Recensement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ». Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. [.../...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de SERMAISES est classé Seveso Seuil Bas. L'exploitant a identifié 2 MMRI soumises au PMII. Ces deux MMRI sont sur la même installation CAPPABEAUCE :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- la détection de température entraînant l'injection d'inhibiteur dans la cuve d'acide acrylique ; 2- les moyens de mise en recirculation de l'acide acrylique.

<p>Constat du 08/04/2026 : Absence d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Modalités de suivi des MMRI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des risques instrumentées – Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[.../...] L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>[.../...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant que lui soit présenté l'état initial de la MMRI « Injection d'inhibiteur ».</p> <p>L'exploitant a bien réalisé un dossier de suivi de cette MMRI, ce dossier comprend l'état initial avec l'ensemble des caractéristiques des équipements constituant la MMRI.</p> <p>Il manque toutefois le niveau d'intégrité concernant l'aptitude à réaliser une fonction de sécurité (SIL : Safety Integrity Level).</p> <p>Constat du 08/04/2026 : Ecart. L'état initial de la MMRI n'est pas pleinement conforme aux attentes du guide DT 93.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : Modalités de suivi des MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, MMRI – programme et plan de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[.../...]</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>[.../...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage l'inspection a demandé que lui soit présenté le programme et le plan de surveillance de la MMRI « Injection d'inhibiteur »</p> <p>L'exploitant a rédigé le programme et le plan de surveillance de la MMRI.</p> <p>Le test de l'ensemble de la MMRI est réalisé mensuellement, en interne.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a demandé que la totalité de la chaîne de la MMRI « Injection d'inhibiteur » soit testée.</p> <p>Les agents qui assurent cette mission, ont réalisé la complétude du test, en s'appuyant sur une fiche procédure sous forme d'une « check-list » qui détaille la totalité des actions à réaliser, à inhiber et à remettre en fonctionnement après finalisation du test. Toutes les actions ont été mises en œuvre avec succès. La MMRI dans sa globalité était fonctionnelle lors de la visite d'inspection.</p> <p>Constat du 08/04/2025 : Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : PFAS - opposabilité des campagnes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique [...] également à tout exploitant d'une installation classée pour la</p>

protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

Constats :

Le site de Sermaises utilise des émulseurs avec PFAS dans son réseau de sprinklage. Il est donc bien concerné par la prescription.

L'inspection a demandé à l'exploitant si des exercices ont eu lieu avec utilisation d'émulseurs fluorés et si des incidents/accidents se sont produits sur le site avec nécessité d'utiliser des émulseurs fluorés.

L'exploitant indique qu'au cours des dernières années, les exercices ont été réalisés sans émulseur.

Concernant les incidents / accidents, il a été remonté les événements suivants :

- 2011 ou 2012 : début d'incendie dans l'atelier colorant, éteint avec les RIA donc avec de l'eau glycolée sans émulseur ;
- août 2019 : incendie d'un camion avec intervention du SDIS mais extinction avec les RIA donc avec de l'eau glycolée sans émulseur ;
- 29 avril 2025 : déclenchement accidentel du sprinklage de la rétention A2, après casse d'une tête de sprinklage. Le déversement a été contenu dans la rétention A2 et les eaux contenues dans la cuvette ont été pompées et la cuvette nettoyée. La solution moussante et les eaux de nettoyage ont été envoyées vers une filière de traitement adaptée, après analyse (le point relatif à cet incident est traité dans les constats suivants).

Constat du 08/04/2026 :

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

<p>Constats :</p> <p>La seule source de PFAS sur le site provient des émulseurs utilisés dans le réseau de sprinklage. L'exploitant dispose de la fiche de données de sécurité correspondante. Toutefois, cette dernière ne permet pas d'identifier les substances PFAS contenues. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses pour déterminer la liste de ces substances.</p> <p>Constat du 08/04/2026 : Ecart. L'exploitant n'a pas établi la liste des substances PFAS utilisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des campagnes d'analyse des substances PFAS en sortie des cuves T4 et T11, rejetées au niveau du point de rejet n°14, en sortie de son évapo-concentrateur et sur son arrivée d'eau générale.</p> <p>Les trois campagnes d'analyses ont été réalisées, par la société Analy'co, sur des échantillons reçus les :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 31/10/2024, - 02/12/2024, - 24/02/2025. <p>Les résultats d'analyse ont été consultés lors de l'inspection et les rapports envoyés à l'inspection par courriel pendant la visite.</p> <p>Ces analyses portent sur l'AOF et les substances listés au 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023. Les résultats sont conformes pour l'ensemble de ces paramètres (inférieurs au seuil de quantification, à l'exception de l'AOF qui est détecté à une faible concentration).</p>

Pour autant, l'exploitant n'a pas recherché, en application du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023, les autres substances PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été présentes dans les rejets aqueux de son établissement (substances PFAS contenues dans ses émulseurs).

Constat du 08/04/2026 :

Ecart. Incomplétude de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : INCIDENTS OU ACCIDENTS - Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Non déclaration d'un incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique à l'inspection que, le 29 avril 2025, un agent a accroché avec un flexible une tête de sprinklage de la cuvette de rétention A2, que celle-ci s'est cassée et que le sprinklage s'est déclenché, ce qui a eu pour effet de remplir la rétention d'une solution moussante avec un émulseur contenant des PFAS, alors que la cuvette A2 présente des défauts d'étanchéité.

L'exploitant informe l'inspection qu'il a fait intervenir SECHE URGENCE INTERVENTIONS dès le lendemain afin de faire vidanger et nettoyer la rétention.

La solution moussante et les eaux de rinçage représentant un total de 25,38 tonnes de déchets ont été éliminées selon la filière de traitement adaptée aux concentrations mesurées.

L'exploitant précise avoir réalisé un retour d'expérience de cet événement et avoir apposé un panneau afin que les agents intervenant sur cette cuvette identifient bien les têtes de sprinklage pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise. L'inspection a constaté la pose du panneau lors de la visite.

Constat du 08/04/2026 :

Ecart. L'exploitant n'a pas déclaré à l'inspection des installations classées cet événement qui a généré un volume importante de déchets contenant des PFAS. L'inspection demande la transmission du retour d'expérience réalisé par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES - PRINCIPES DIRECTEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse PFAS des eaux présentes dans la rétention A2

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Sans préjudice d'autres réglementations et des préconisations des constructeurs desmatériel/équipement, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie au Titre 12 du présent arrêté.

Constats :

Suite à l'incident du 29 avril 2025, durant lequel la cuvette de rétention A2 a été remplie d'une solution moussante, un risque de contamination de la rétention existe.

Constat du 08/04/2026 :

Ecart. L'exploitant n'a pas menée les investigations nécessaires afin d'identifier l'éventuelle contamination persistante de la rétention.

Il appartient à l'exploitant d'établir l'état de contamination de la cuvette de rétention selon des moyens à définir (analyse des eaux stagnantes présentes dans la cuvette, recherche de PFAS, analyse des dépôts, sédiments ou films résiduels présents sur les parois et le fond de la rétention...) et de procéder à sa décontamination le cas échéant. Par ailleurs, l'exploitant confirmera que l'ensemble des eaux pluviales retenues dans cette cuvette a été traité comme

déchet.

Ces analyses devront porter sur :

- l'ensemble des PFAS détectés à la suite de l'incident du 29 avril 2025 (PFBA; PFPeA, PFHxA, PFHpA, 6:2 FTOH) ;
- le 6:2 FTS (CAS : 27619-97-2 ; Sandre : 7893) et le 6:2 FTAB (CAS : 34455-29-3 ; Sandre : 7991) (autres fluorotélomères souvent associés au 6:2 FTOH) ;
- l'indice AOF (visant à estimer, en équivalent fluorure, la quantité totale de substances organiques fluorées).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois